

Art. 15. A l'article 2 de la loi du 26 mai 1914 sur la répression de la traite des blanches, les mots « les articles 379, 380, 380bis et 380ter du Code pénal » sont remplacés par les mots « les articles 379, 380, 380bis et 380ter du Code pénal et les articles 10, 11, 12 et 13 de la loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial ».

Art. 16. Les dispositions du Livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 17. A l'exception des dispositions de l'article 2, la présente loi entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 2 entrera en vigueur à la date fixée par le Roi.

Les contrats conclus avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent valables pendant la durée convenue.

Promulguons la présente loi, ordonnons quelle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 15. In artikel 2 van de wet van 26 mei 1914 tot bestrijding van de handel in vrouwen en meisjes worden de woorden « de artikelen 379, 380, 380bis en 380ter van het Strafwetboek » vervangen door de woorden « de artikelen 379, 380, 380bis en 380ter van het Strafwetboek en de artikelen 10, 11, 12 en 13 van de wet van 9 maart 1993 er toe strekkende de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren ».

Art. 16. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in deze wet omschreven misdrijven.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 17. Deze wet treedt in werking een maand nadat ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, behalve wat artikel 2 betreft.

Artikel 2 treedt in werking op de door de Koning te bepalen datum.

De vóór de inwerkingtreding van deze wet gesloten overeenkomsten blijven geldig voor de duur waarvoor ze zijn gesloten.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 93 — 986

22 MARS 1993. — Arrêté royal modifiant les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets et les articles 3, 4, 5, 7, 8, 9 et l'annexe II de l'arrêté royal du 9 mars 1991 relatif à la sécurité des jouets

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets, notamment l'article 13, § 1^{er};

Vu la directive 88/378/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 3 mai 1988 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la sécurité des jouets;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1991 relatif à la sécurité des jouets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre de la Santé publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets, sont apportées les modifications suivantes :

A. le troisième tiret est remplacé par la disposition suivante : « fabricant : toute personne physique ou morale qui, dans le cadre d'une activité habituelle ou organisée met le jouet sur le marché. Il s'agit soit du producteur ou de celui qui se présente comme tel en apposant sur le jouet son nom, sa marque ou un signe distinctif autre que la marque « CE. », soit de l'importateur à défaut pour le producteur ou celui qui se présente comme tel d'être établi sur le territoire des Etats membres de la Communauté, soit du distributeur à défaut pour le producteur et l'importateur d'être établis sur le territoire des Etats membres de la Communauté. »

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 986

22 MAART 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikels 1, 2, 3, 5 en 5 van de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed en de artikels 3, 4, 5, 7, 8, 9 en bijlage II van het koninklijk besluit van 9 maart 1991 betreffende de veiligheid van speelgoed

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed en m.n. artikel 13, § 1;

Gelet op de richtlijn 88/378/C.E.E. van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 3 mei 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-staten inzake de veiligheid van speelgoed;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1991 betreffende de veiligheid van speelgoed;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van het speelgoed wordt als volgt gewijzigd :

A. het derde streepje wordt door de volgende bepaling vervangen : « fabrikant : elke natuurlijke of rechtspersoon die in het raam van een gewone of georganiseerde activiteit, speelgoed op de markt brengt. Het betreft hetzij de producent, hetzij degene die zich als dusdanig voorstelt door op het speelgoed zijn naam, zijn merk of een onderscheidingsteken anders dan het EG-merkteken aan te brengen, hetzij de invoerder indien de producent of diegene die zich als dusdanig voorstelt niet op het grondgebied van de Lid-Staten van de Gemeenschap gevestigd is, hetzij de verdeler indien de producent en de invoerder niet op het grondgebied van de Lid-Staten van de Gemeenschap gevestigd is. »

B. il est ajouté la disposition suivante : « organisme agréé : organisme agréé conformément à l'article 4 de la présente loi ou ayant été agréé dans un Etat membre de la Communauté européenne et figurant dans la liste publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* ».

Art. 2. A l'article 2 de la même loi, les mots « exigences générales et particulières » sont remplacés par les mots « exigences essentielles de sécurité ».

Art. 3. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : « Le jouet qui répond aux exigences essentielles de sécurité visées à l'article 2 doit être muni, avant sa mise sur le marché, de la marque « C.E. » apposée par le fabricant de la manière déterminée par le Roi. Le jouet est présumé satisfaire aux exigences essentielles de sécurité visées à l'article 2 lorsqu'il est muni de la marque « CE » déclarant sa conformité aux normes NBN-EN relatives à la sécurité des jouets rendues publiques par l'Institut belge de Normalisation (I.B.N.) ainsi qu'aux normes NBN-C relatives à la sécurité des jouets rendues publiques par le Comité électrotechnique belge (C.E.B.). »

Art. 4. L'article 4, alinéa 1^{er} de la même loi est remplacé par la disposition suivante : « Les jouets qui ne sont pas en tout ou en partie conformes aux normes visées à l'article 3 de la présente loi ou pour lesquels aucune norme n'a été rendue publique par l'Institut belge de Normalisation ou par le Comité électrotechnique belge peuvent toutefois être munis de la marque « C.E. », à condition que conformément aux règles fixées par le Roi, un modèle de ces jouets ait fait l'objet d'un examen « C.E. » de type exécuté par un organisme agréé à cet effet ».

Art. 5. L'article 5, alinéa 1 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : « Lorsqu'il a été constaté qu'un jouet même muni de la marque « C.E. » compromet la sécurité ou la santé des consommateurs ou des tiers, le Ministre des Affaires économiques prend toutes les mesures utiles pour retirer le jouet du marché ou interdire ou restreindre sa mise sur le marché ».

Art. 6. A l'article 3 de l'arrêté royal du 9 mars 1991 relatif à la sécurité des jouets, les mots « exigences générales » sont remplacés par les mots « exigences essentielles de sécurité ».

Art. 7. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. A l'article 5 du même arrêté, les mots « exigences particulières visées à l'article 4 » sont remplacés par les mots « normes NBN-EN et NBN-C relatives à la sécurité des jouets visées à l'article 3 de la loi ».

Art. 9. A l'article 7, § 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A. les mots « exigences générales » sont remplacés par les mots « exigences essentielles de sécurité »;

B. les mots « exigences particulières visées à l'article 4 » sont remplacés par les mots « normes NBN-EN et NBN-C relatives à la sécurité des jouets visées à l'article 3 de la loi ».

Art. 10. A l'article 7, § 3 du même arrêté, les mots « exigences générales » sont remplacés par les mots « exigences essentielles de sécurité ».

Art. 11. Aux articles 8, § 2 et 9, § 2, les mots « exigences générales et, le cas échéant, particulières » sont remplacés par les mots « exigences essentielles de sécurité ».

Art. 12. A l'annexe II du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A. dans le titre de l'annexe II, les mots « exigences générales de sécurité pour les jouets » sont remplacés par les mots « exigences essentielles de sécurité pour les jouets »;

B. au point I, les mots « principes essentiels » sont remplacés par les mots « principes généraux »;

C. au point II, les mots « risques spécifiques » sont remplacés par les mots « risques particuliers ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

B. de volgende bepaling wordt toegevoegd : « erkende instelling : instelling erkend overeenkomstig artikel 4 van deze wet of die in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap werd erkend en opgenomen is in de lijst die in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* is bekendgemaakt ».

Art. 2. In artikel 2 van dezelfde wet worden de woorden « algemene en bijzondere voorschriften » vervangen door de woorden « fundamentele veiligheidsvoorschriften ».

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het speelgoed dat voldoet aan de in artikel 2 bedoelde fundamentele veiligheidsvoorschriften moet, vooraleer het in de handel wordt gebracht, door de fabrikant voorzien worden van het EG-merkteken, op de wijze bepaald door de Koning. Het speelgoed wordt vermoed aan de in artikel 2 bedoelde fundamentele veiligheidsvoorschriften te voldoen wanneer het is voorzien van het EG-merkteken waardoor het in overeenstemming wordt verklaard met de door het Belgisch Instituut voor de Normalisatie (B.I.N.) openbaar gemaakte normen NBN-EN inzake veiligheid van speelgoed, en door het Belgisch electrotechnisch Comité (B.E.C.) openbaar gemaakte NBN-C normen inzake veiligheid van speelgoed ».

Art. 4. Artikel 4, lid 1 van de zelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : « Speelgoed dat geheel of gedeeltelijk niet overeenstemt met de normen bedoeld in artikel 3 van deze wet of waarvoor geen enkele norm door het Belgisch Instituut voor de Normalisatie of door het Belgisch electrotechnisch Comité openbaar werd gemaakt, mag niettemin van het EG-merkteken worden voorzien op voorwaarde dat een model ervan, overeenkomstig de regels die de Koning bepaalt, voorwerp is geweest van een EG-typeonderzoek uitgevoerd door een daartoe erkende instelling ».

Art. 5. Artikel 5, lid 1 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : « Wanneer is vastgesteld dat een zelfs van het EG-merkteken voorzien speelgoed een gevaar oplevert voor de veiligheid of de gezondheid van de gebruikers of van derden, neemt de Minister van Economische Zaken alle passende maatregelen om het speelgoed uit de handel te nemen of om het in de handel brengen ervan te verbieden of te beperken ».

Art. 6. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 maart 1991 betreffende de veiligheid van speelgoed worden de woorden « algemene voorschriften » vervangen door de woorden « fundamentele veiligheidsvoorschriften ».

Art. 7. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt afgeschaft.

Art. 8. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden « bijzondere voorschriften bedoeld in artikel 4 » vervangen door de woorden « normen NBN-EN en NBN-C inzake veiligheid van speelgoed bedoeld in artikel 3 van de wet ».

Art. 9. In artikel 7, § 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

A. de woorden « algemene voorschriften » worden vervangen door de woorden « fundamentele veiligheidsvoorschriften »;

B. de woorden « bijzondere voorschriften bedoeld in artikel 4 » worden vervangen door de woorden « normen NBN-EN en NBN-C inzake veiligheid van speelgoed bedoeld in artikel 3 van de wet ».

Art. 10. In artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « algemene voorschriften » vervangen door de woorden « fundamentele voorschriften ».

Art. 11. In de artikels 8, § 2 en 9, § 2 worden de woorden « algemene voorschriften en desgevallend bijzondere » vervangen door de woorden « fundamentele veiligheidsvoorschriften ».

Art. 12. In bijlage II van het zelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. in de titel van bijlage II, worden de woorden « algemene veiligheidsvoorschriften voor het speelgoed » vervangen door de woorden « fundamentele veiligheidsvoorschriften voor het speelgoed »;

B. in punt I worden de woorden « fundamentele beginselen » vervangen door de woorden « algemene beginselen »;

C. in punt II, worden de woorden « specifieke gevaren » vervangen door de woorden « bijzondere gevaren ».

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques.

M. WATHELET

La Ministre de la Santé publique,

Mme L. ONKELINX

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 93 — 987

19 AVRIL 1993. — Arrêté royal relatif aux cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits de la section consultative « Lait » constituée au sein de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office national des débouchés agricoles et horticoles, modifiée par l'arrêté royal du 12 septembre 1955 et la loi du 11 avril 1983, notamment l'article 4 bis;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1938 portant règlement de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1955, 30 octobre 1975, 20 juillet 1977, 13 avril 1978, 9 mai 1980, 31 août 1983 et 5 octobre 1983;

Vu la proposition de la section consultative « Lait » du 21 décembre 1992;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles du 23 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les cotisations obligatoires pour la section consultative concernée doivent être déterminées sans retard, afin de pouvoir disposer sans interruption des moyens financiers complémentaires pour le développement des débouchés des produits du secteur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

« lait » : le produit provenant de la traite d'une ou plusieurs vaches et dont la teneur naturelle en matières grasses a été, ou non, modifiée;

« acheteur » : 1^o toute personne physique ou morale qui achète du lait pour le soumettre à des opérations de préparation, de fabrication, de transformation ou de conditionnement;

2^o toute personne physique ou morale qui, à un titre quelconque, pour son compte ou pour compte d'autrui, s'entretient entre le producteur et la personne visée sous 1^o;

« producteur » : le détenteur d'une ou plusieurs vaches affectées à la production du lait dans une exploitation de production, dont le siège d'exploitation est situé en Belgique et qui livre du lait à un acheteur;

« Office » : l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

Art. 14. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Volksgezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 93 — 987

19 APRIL 1993. — Koninklijk besluit betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling « Zuivel » opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1955 en bij de wet van 11 april 1983, inzonderheid op artikel 4 bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1938 houdende reglement van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1955, 30 oktober 1975, 20 juli 1977, 13 april 1978, 9 mei 1980, 31 augustus 1983 en 5 oktober 1983;

Gelet op het voorstel van de consultatieve afdeling « Zuivel » van 21 december 1992;

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten van 23 december 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 maart 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verplichte bijdragen voor de betrokken consultatieve afdeling onverwijld dienen vastgesteld, ten einde zonder onderbreking voor bijkomende financiële middelen te kunnen beschikken voor de bevordering van de afzet van de produkten van de sector;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

« melk » : het produkt voortkomend van het melken van één of meer koeien en waarvan het natuurlijk vetgehalte al dan niet werd gewijzigd;

« koper » : 1^o iedere natuurlijke of rechtspersoon die melk aankoopt om deze te onderwerpen aan bewerkingen van bereiding, van fabricage, van omvorming of van conditionering;

2^o iedere natuurlijke of rechtspersoon die zich in welke hoedanigheid dan ook voor eigen rekening of voor rekening van een derde stelt tussen de producent en de onder 1^o bedoelde persoon;

« producent » : de houder van één of meer koeien bestemd voor de melkproductie in een productiebedrijf, waarvan de uitbatingszetel in België gevestigd is en die aan een koper melk levert;

« Dienst » : Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwprodukten.